

ou bien une capitulation pour la forme et à court terme? Voilà le dilemme qui préoccupait les diplomates occidentaux lorsqu'ils eurent à prendre, durant la période de juin-juillet, l'importante décision de prolonger la CSCE ou d'y mettre fin. L'ironie du sort a voulu que les Américains, qui n'avaient prêté jusque-là que peu d'intérêt aux négociations, jouent le rôle de catalyseur dans la décision de réunir la CSCE, le 2 septembre, pour une dernière session.

L'indifférence des Américains à l'égard de la CSCE a fait place à l'impatience, l'été dernier, lorsque l'impasse à laquelle avait abouti la Conférence parut susceptible de nuire à la détente bilatérale américano-soviétique dans une conjoncture particulièrement délicate pour le président Nixon. Au cours de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN à Ottawa, Henry Kissinger se montra très sceptique à l'égard des débats «théologiques» de Genève, et ce n'est qu'à contre-cœur qu'il capitula devant l'insistance des Européens et du Canada sur la «somme de travail» qu'il restait à faire. Quelques jours plus tard à la réunion au sommet de Moscou, les États-Unis déclaraient soudain, dans le communiqué conjoint, qu'on avait fait des «progrès considérables» à Genève sur des «sujets importants». Ces nouvelles prémisses aboutissaient, cependant, à la même conclusion — à savoir qu'une réunion de clôture au sommet et «au plus haut niveau» devrait avoir lieu «prochainement». Rien de surprenant à ce que M. Kissinger ait été contraint d'user de tout son charme, au cours de la rapide visite qu'il fit aux capitales de l'Europe de l'Ouest, pour convaincre ses alliés que leurs intérêts n'avaient pas été sacrifiés à Moscou. Le succès qu'il a remporté reflétait bien l'évolution de l'opinion chez les diplomates européens. Il fallait sans doute poursuivre les négociations de la Phase II jusqu'à ce que certains points essentiels de la «troisième corbeille» soient acceptés, mais la pierre de touche des intentions soviétiques ne se reconnaît qu'à l'action bilatérale qui suivrait la CSCE. Insister davantage sur la question des droits de l'homme ne pourrait avoir qu'un effet nuisible et entraîner la défaite de Leonid Brejnev au profit des partisans de l'orthodoxie «dure» au Kremlin, qui n'accordent qu'un appui conditionnel à sa politique de détente. (Franklyn Griffiths a défendu ce point de vue dans *Perspectives internationales* de septembre-octobre 1973).

Bien qu'il soit peu probable que les textes définitifs adoptés par le troisième Comité aillent aussi loin que le souhaiterait le Canada, l'apport de la CSCE à ce secteur humanitaire n'en demeure pas

moins considérable. La discussion du difficile problème des droits de l'homme en Europe, si longtemps rejetée par les dirigeants communistes, sera dorénavant la règle et non l'exception des échanges diplomatiques Est-Ouest.

Les problèmes Est-Ouest domineront peut-être les négociations, mais la CSCE est loin de se résumer à une confrontation entre blocs. Pour la première fois, les pays neutres et non alignés qui n'appartiennent à aucun des principaux groupes militaires ou économiques participent directement à l'élaboration de décisions favorisant la détente. Les diplomates de Suède, d'Autriche, de Finlande ou de Yougoslavie ne cachent pas leur enthousiasme et sont parmi ceux qui tiennent le plus à voir donner suite à la Conférence. Deux nouveaux venus sur la scène des négociations politiques internationales étaient représentés à la CSCE: l'Allemagne de l'Est et la Suisse (qui n'envisage que maintenant d'adhérer à l'ONU). L'Espagne, qui est longtemps restée à l'écart de la politique européenne, a envoyé une brillante délégation qui a beaucoup contribué à hausser son prestige à Genève.

Le rôle des pays non alignés s'est quelque peu amenuisé depuis Helsinki. A mesure que se durcissaient les négociations de la Phase II, la plupart de leurs propositions (par exemple, sur le désarmement et la solution des conflits) ont été écartées. Mais dans la deuxième sous-commission (rétablissement de la confiance), une de leurs propositions a été retenue comme base de discussion. Les délégués occidentaux estiment que les pays non alignés ont joué à Genève le rôle utile de médiateurs, du fait de pouvoir proposer un troisième choix lorsque le débat aboutissait à une impasse. Les pays neutres ont également présidé les séances libres qu'on tenait en marge des réunions ouvertes pour parvenir plus rapidement à un accord unanime. Suite à la Phase II, même les gouvernements qui ont affiché le plus de cynisme à l'égard des lendemains de la Conférence (la France et les États-Unis) reconnaissent qu'il est indispensable que les pays non alignés participent aux futurs dialogues Est-Ouest. Il ne reste plus qu'à établir de quelle façon.

#### Style nouveau

En plus de soulever de nouveaux problèmes dans les relations Est-Ouest et d'y faire entrer de nouvelles nations, la CSCE a créé une nouvelle forme de diplomatie à la fois multilatérale et consensuelle. C'est surtout grâce à l'insistance de la Roumanie que l'on a adopté à Helsinki des règles de procédure qui donnent à cha-